ART. 2. — Est ouverte à compter de la même date la campagne 1947-1948 du coton.

ART. 3. — Les valeurs FOB. des produits embarqués postérieurement au 1^{er} février 1948 sont fixées comme suit :

Café Arabica supérieur	78.010
Café Arabica courant	70.290
Café Arabica brisures et triage	56.230
Café Niaouli prima	56.520
Café Niaouli supérieur	53.640
Café Niaouli courant	50.400
Café Niaouli brisures et triage	41.220
Cacao	50.400
Arachides	25.704
Huile de palme vrac	35.611
Huile de palme (fût à rendre)	36.736
Palmistes vrac	16.920
Palmistes logé	17.885
Amandes de karité	16.200
Beurre de karité	55.440
Ricin	18.900
Tapioca	30.024
Coprah vrac	28.665
Coprah logé	29.950
Coton TSI	85.500
Coton Budi	83.520

ART. 4. — Les produits en stock au 31 janvier 1948 et ayant fait l'objet d'une déclaration, exportés postérieurement au 1^{er} février seront passibles d'un versement à une caisse de compensation et de péréquation.

Un arrêté ultérieur fixera le montant ainsi que les modalités de ce versement.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.F.T.

Lomé, le 1^{er} mars 1948.

*Pour le Commissaire de la République au Togo,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*
L. FOURSAUD.

Service de contrôle du conditionnement

ARRETE No 195 Agro. du 2 mars 1948.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 17 octobre 1945 portant réorganisation du service de contrôle du Conditionnement des produits aux colonies, promulgué au Togo par l'arrêté no 721/Cab. du 18 décembre 1945;

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 1945 fixant les modalités générales de fonctionnement des services de contrôle du conditionnement des produits aux colonies, promulgué au Togo par arrêté no 86/Cab. du 26 janvier 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un comité consultatif du conditionnement est créé au Togo.

Font partie du comité consultatif :

Le Secrétaire général ou son délégué	Président
Le Chef du Service de l'Agriculture	Membres
Le Chef du Service de contrôle du conditionnement	
Le Président de la Chambre de Commerce ou son délégué	
Le Chef du Service des Douanes	
Le Chef du Service de l'Elevage et Forêts	

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 mars 1948.

*Pour le Commissaire de la République au Togo,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*
L. FOURSAUD.

ARRETE No 196/Agro. du 2 mars 1948.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général no 3608/AP. du 26 novembre 1945;

Vu le décret no 45-2433 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des Services de Contrôle du Conditionnement des produits aux colonies, promulgué au Togo par arrêté no 721/Cab. du 18 décembre 1945;

Vu l'arrêté ministériel du 12 octobre 1945 fixant les modalités générales de fonctionnement des Services de Contrôle du Conditionnement des produits aux colonies, promulgué au Togo par l'arrêté no 86/Cab. du 28 janvier 1946;

Vu le décret no 46-1105 du 16 mai 1946 modifiant le décret no 45-2433 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des Services de Contrôle du Conditionnement des produits aux colonies, promulgué au Togo par arrêté no 465/Cab. du 19 juin 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un Service public de contrôle du Conditionnement des produits à l'exportation et à l'importation du Territoire du Togo (SCOT) ayant les attributions définies à l'article 2 du décret du 17 octobre 1945.

ART. 2. — La composition du comité consultatif du Conditionnement est fixée par les dispositions de l'article 5 de l'arrêté général promulgué au Togo

par arrêté n° 721/Cab. du 18 décembre 1945 et par arrêté local n° 195 du 2 mars 1948.

ART. 3. — Pour l'exercice du contrôle, le Territoire comprend un seul Secteur qui a son siège à Lomé.

Le Chef du Service de contrôle du Conditionnement est inspecteur Chef du Secteur.

Les préparateurs de laboratoire secondent l'inspecteur.

Les employés de bureau sont les secrétaire comptable, dactylo, planton.

L'effectif du personnel nécessaire au fonctionnement du Service de Contrôle du Conditionnement est fixé comme suit :

Un inspecteur du Contrôle du Conditionnement, Chef du Service du Contrôle du Conditionnement au port et de l'inspection des produits dans l'intérieur.

Un secrétaire.

Un dactylo.

Un planton.

Un préparateur de laboratoire.

Sept agents africains Chefs de poste dans l'intérieur.

Trente trois agents africains contrôleurs.

ART. 4. — Les experts et spécialistes permanents ou « ad hoc » sont nommés et licenciés par arrêté du Gouverneur sur la proposition du Chef du Service de Contrôle du Conditionnement.

Les experts et spécialistes doivent être français, âgés de 25 ans au moins.

Il est formellement interdit aux experts et spécialistes de procéder à la vérification des produits à l'exportation desquels ils sont directement intéressés comme propriétaires ou, indirectement, à titre de représentants, employés, transitaires, transporteurs etc. . .

ART. 5. — Avant d'entrer en fonctions, les agents du Service de Contrôle du Conditionnement (fonctionnaires et non fonctionnaires) doivent prêter serment devant le tribunal de première instance ou la justice de Paix de leur résidence. Le Serment peut être reçu par écrit par lesdites juridictions.

ART. 6. — Les opérations de vérification des produits par le Service de Contrôle du Conditionnement seront effectuées dans des postes fixes ou des postes intermittents installés aux points suivants :

1°) ports : à Lomé

Eventuellement à Aného (rade foraine) en cas de reprise d'exportation en ce lieu.

2°) — Autres localités : à Atakpamé

à Badou

à Sokodé

à Palimé

Dans chacun d'eux un contrôleur africain choisi parmi les plus qualifiés remplit les fonctions de Chef de Secteur.

3°) — Centres de préparation et d'emballage :

Usines d'égrenage du coton à Lomé (Une)

à Nuatja (Une)

à Atakpamé (deux)

Usines d'égrenage du kapok à Sokodé (trois).

ART. 7. — L'Inspecteur Chef du Service de Contrôle du Conditionnement a le droit de visite sur tous les produits soumis au contrôle. Ce droit de visite s'exerce en tous lieux à la demande des intéressés et d'office sur tous les marchés, sur les lieux d'embarquement, sur les chemins et sentiers, sur le domaine public, sur les pirogues ou embarcations de toutes sortes et dans tous les endroits où s'opèrent des transactions.

ART. 8. — Les contrôleurs délivrent des tickets de visite de détail pour les produits remplissant les conditions exigées, à l'achat dans les centres de l'intérieur.

Ce premier ticket est échangé contre un ticket de transport lorsque le produit doit être dirigé sur Lomé, que ce soit par fer, par camion ou par pirogue.

A l'arrivée à Lomé le produit est vérifié au moyen du ticket de transport qui est échangé contre un nouveau ticket de visite.

A l'embarquement, les produits ne pourront sortir qu'après vérification du Service de Contrôle du Conditionnement et délivrance par le Service des Douanes du certificat de contrôle conforme au modèle C défini par l'arrêté ministériel du 18 octobre 1945.

Les mêmes mesures s'appliquent aux produits non encore soumis au contrôle fixé par décret. Sont toutefois exemptés de cette formalité les produits accompagnant les voyageurs ou expédiés par colis postaux qui ne sont manifestement pas destinés à la vente.

ART. 9. — La discipline instituée par le décret du 17 octobre 1945 prévoit trois sanctions :

— « Autorisation d'exporter ». Lorsque le produit a été reconnu conforme aux normes.

— Produit à « reconditionner », lorsque le produit n'est pas conforme au classement sous lequel il a été déclaré au contrôle ou, lorsque les défauts, omissions, erreurs ou inexactitudes ont été constatées quant aux emballages ou au marquage des colis. Dans ces cas le produit demeure exportable après reconditionnement aux frais de l'exportateur.

— « Interdiction d'exportation » ou d'importation, pour les produits non conformes aux normes, c'est-à-dire d'une qualité inférieure au type « limite ».

ART. 10. — La composition de la Commission d'expertise est fixée par les dispositions de l'article 14 du décret du 17 octobre 1945 promulgué au Togo par arrêté n° 721/Cab. du 18 décembre 1945.

La commission devra se prononcer dans les 48 heures.

ART. 11. — Les taux des vacations allouées aux spécialistes, experts et membres de la commission d'expertise sont fixés dans les formes réglementaires.

ART. 12. — Les infractions au présent arrêté sont constatées par des procès-verbaux dressés par les agents du Service du Conditionnement, experts, les agents du Service des Douanes ou les officiers de police judiciaire, et sont punies conformément aux dispositions du décret loi du 27 août 1937.

ART. 13. — Tout verbalisant doit être assermenté âgé de 21 ans au moins et avoir prêté serment devant le tribunal de première instance ou la justice de paix de sa résidence.

ART. 14. — Les fonctionnaires désignés à l'article 2 dressent procès-verbaux de constatation des infractions qu'ils relèvent et des opérations de prélèvement des échantillons auxquelles ils procèdent. Ce procès-verbal indique les nom et qualité de l'agent verbalisateur, les nom, prénoms, profession, domicile ou résidence du détenteur et du propriétaire de la marchandise, la date, l'heure, le lieu du prélèvement, l'importance du lot de marchandises et toutes indications utiles pour établir l'authenticité des échantillons prélevés. Ces derniers devront être mis sous scellés en présence du détenteur ou du propriétaire. Suivant la nature de la marchandise et suivant son conditionnement, l'agent verbalisateur décide de l'importance du prélèvement à opérer.

Le procès-verbal dressé est transmis avec les échantillons dûment scellés en présence du contrevenant, au représentant du ministère public près le tribunal compétent pour être statué conformément à la loi.

Le procès-verbal qui constate le refus de se prêter aux mesures de contrôle doit mentionner que l'assujetti a été en vain requis ou sommé de se soumettre.

ART. 15. — Les procès-verbaux rédigés par les agents assermentés font foi jusqu'à inscription de faux.

Tous les autres procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire.

ART. 16. — Les dépenses de personnel de matériel, de construction (hangars, laboratoires, bureaux) nécessaires au fonctionnement du Service de Contrôle du Conditionnement, sont à la charge du Budget local.

ART. 17. — Les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de poste de contrôle sont celles en vigueur dans les bureaux des Services administratifs.

ART. 18. — Tout usager est tenu de rembourser les frais de vacation d'experts ou de spécialistes et les plombs. S'il demande une vérification en dehors des jours et heures ouvrables, il est tenu de verser en vue d'indemniser le personnel chargé du contrôle, des redevances forfaitaires fixées.

L'usager est également tenu, si la demande comporte l'ouverture des bureaux du service de contrôle et des magasins publics en dehors des jours et heures ouvrables, d'acquitter par heure supplémentaire de travail, les redevances forfaitaires fixées, destinées à indemniser le personnel auxiliaire (secrétaires, magasiniers, etc.).

Enfin l'exportateur est astreint s'il y a lieu, au paiement des indemnités de déplacement dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur dans la colonie.

Les agents non fonctionnaires sont classés, en ce qui concerne ces indemnités dans la 2^e catégorie.

ART. 19. — La taxe de contrôle du conditionnement et les frais occasionnés (redevances forfaitaires, rémunération des spécialistes et experts, indemnités pour travail supplémentaire, remboursement de plombs, taxe de magasinage), sont liquidés au verso du bulletin de vérification par le Service de Contrôle du Conditionnement. Ils sont perçus par le Service des Douanes ou le représentant local du Service des Finances.

ART. 20. — Toutes les taxes du contrôle du conditionnement constituent la rémunération d'un service rendu. Elles sont exigibles même si l'exportation du produit contrôlé est différée ou refusée.

ART. 21. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures concernant le contrôle du conditionnement des produits.

ART. 22. — Le secrétaire général, le Procureur de la République, le Chef du Service de l'Agriculture, le Chef du Service de Contrôle du Conditionnement, les Administrateurs Commandants de cercle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 2 mars 1948.

*Pour le Commissaire de la République au Togo,
L'Inspecteur des Affaires Administratives,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

L. FOURSAUD.

ARRETE N° 197/Agro. du 2 mars 1948.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 3608/AP. du 26 novembre 1945;

Vu le décret n° 45-2433 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des Services de Contrôle du Conditionnement des produits aux colonies, promulgué au Togo par arrêté n° 721/Cab. du 18 décembre 1945;

Vu l'arrêté ministériel du 18 octobre 1945 fixant les modalités générales de fonctionnement des Services de Contrôle du Conditionnement des produits aux colonies, promulgué au Togo par l'arrêté n° 86/Cab. du 28 janvier 1946;

Vu le décret n° 46-1105 du 16 mai 1946 modifiant le décret n° 45-2433 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des Services de Contrôle du Conditionnement des produits aux colonies, promulgué au Togo par arrêté n° 465/Cab. du 19 juin 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commission d'expertise prévue à l'article 14 du décret n° 45-2433 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des Services de Contrôle du Conditionnement des produits aux Colonies est composée comme suit :